

**L'économie sociale et
les cadres internationaux
de développement**

par Abdou Salam Fall

Note sur l'auteur :

Abdou Salam Fall est sociologue et directeur de la formation sciences sociales appliquées au développement ainsi que coordonnateur du Laboratoire de recherche sur les transformations économiques et sociales (LARTES-IFAN) à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar au Sénégal.

Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC)

Série : Recherche R 42

ISBN : 978-2-89251-461-2 (version imprimée)

ISBN : 978-2-89251-462-9 (pdf)

Février 2012

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	III
1. Introduction	4
2. L'économie sociale et solidaire pour une croissance inclusive	4
2.1. L'économie sociale et solidaire tire vers le plein emploi.....	4
2.2. L'économie sociale et solidaire contributive d'une croissance inclusive.....	6
2.3. Produire autrement au travers de l'approche écologiste.....	7
2.4. Vers une croissance de qualité portée par le grand nombre et à long terme.....	8
3. La réponse de l'économie sociale et solidaire à l'Agenda de l'OIT	9
3.1. Au cœur de l'économie sociale et solidaire est la dignité de la personne humaine.....	10
3.2. Les possibilités d'emploi et de rémunération	10
4. La protection sociale est un métier historique de l'économie sociale et solidaire.....	12
4.1. S'associer pour entreprendre autrement.....	12
4.2. La reconnaissance de l'économie sociale et solidaire rend plus visible son potentiel d'assurance sociale et de création d'emploi.....	13
5. Réguler autrement par le dialogue social	15
5.1. La culture du dialogue au cœur de l'économie sociale et solidaire.....	15
5.2. L'économie sociale et solidaire établit le lien avec les entreprises émergentes	15
6. Economie sociale et solidaire, une façon de réduire les inégalités et vulnérabilités structurelles	16
6.1. Pour une économie plurielle.....	18
6.2. L'économie sociale et solidaire pour l'atteinte des OMD.....	18
6.3. L'économie sociale et solidaire pour contrer l'exclusion	19
7. Economie sociale et solidaire, renouvellement des paradigmes de développement.....	20
7.1. Les crises révèlent l'impératif du développement de l'intérieur des sociétés.....	20
7.2. Plaidoyer pour une économie sociale et solidaire influente sur le marché mondial	21
7.3. Ce que nous apprennent les crises.....	22
7.4. Des bonnes pratiques de l'économie sociale et solidaire isolées les unes des autres	22
7.5. Agir avec l'économie sociale et solidaire pour amplifier ses messages	24
8. Conclusion : le paradigme holiste de l'économie sociale pour inspirer le développement.....	25
Bibliographie	26

RÉSUMÉ

L'économie sociale et solidaire, en raison de son approche holiste fondée sur un paradigme qui place la dignité humaine et la responsabilité citoyenne au centre de l'entrepreneuriat collectif, devrait inspirer les politiques publiques et les mécanismes de régulation internationaux. Cependant, mais il ne faut plus qu'elle continue à évoluer à la marge ou rester réactive. Elle doit être inscrite au cœur de ces politiques et les structurer. Au Nord comme au Sud, il s'agit d'une véritable bouffée d'oxygène compte tenue des crises du capitalisme, des changements climatiques, des revendications citoyennes de plus en plus fortes pour une gouvernance plus ouverte et vertueuse. Les résultats en demi-teinte de l'aide au développement et des politiques de lutte contre la pauvreté devraient conduire à un changement de cap en faveur du plein emploi et des emplois décents. Les espaces de créativité libérés par les crises mettent en évidence des résiliences que l'impératif du développement de l'intérieur des sociétés résume parfaitement. Dans ce cadre, sera mise sur orbite la vision de l'économie sociale et solidaire à la fois pour une production et consommation responsables, mais aussi pour un développement inclusif faisant participer et partager les fruits de la croissance soutenable par les larges couches sociales.

Mots clés : Economie sociale et solidaire, Croissance inclusive, Emploi décent, Protection sociale, Dialogue social, OMD, Economie durable.

1. INTRODUCTION

Cet article est axé sur la contribution de l'économie sociale et solidaire aux cadres des politiques de l'OIT et du Système des Nations-Unies, notamment les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Il se veut un plaidoyer pour une meilleure prise en compte du rôle fédérateur de l'économie sociale et solidaire pour stimuler le développement ascendant et endogène.

Pour ce faire, un premier bloc analyse comment l'économie sociale et solidaire participe à rendre la croissance économique des pays plus inclusive pour en faciliter la soutenabilité, tout en permettant un meilleur partage des fruits de cette croissance.

Un deuxième bloc porte sur la contribution de l'économie sociale et solidaire à l'agenda du travail décent de l'OIT (1998). Il comporte le respect des normes du travail, le travail décent, la protection sociale et le dialogue social.

Le troisième bloc fait état des liens entre économie sociale et solidaire et l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement et puise des exemples de l'entreprenariat collectif des preuves de cette confluence.

Le dernier bloc est consacré à l'analyse de l'économie sociale et solidaire comme une expression du besoin de renouvellement des paradigmes de développement. Il se situe dans le cadre de l'engagement de l'OIT à œuvrer pour une justice sociale en vue d'une mondialisation plus équitable. Passant également en revue les leçons apprises des crises, il se termine par un exposé sur les conditions du passage de l'économie sociale et solidaire à une grande échelle qui la ferait influencer le marché mondial par un meilleur partage de ses valeurs ajoutées en tant que modèle de développement fondé sur les finalités sociales.

2. L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE POUR UNE CROISSANCE INCLUSIVE

2.1. L'économie sociale et solidaire tire vers le plein emploi

La productivité progresse dans le monde mais les salaires ne suivent pas. Le chômage atteint actuellement un record jamais égalé. La priorité des priorités va à l'emploi. La croissance baisse dans les pays occidentaux faisant plomber les opportunités de relance économique tandis qu'elle monte en Asie et fluctue en Amérique latine et en Afrique. Dans les pays du Sud, la croissance démographique demeure forte, plaçant les besoins en emplois au cœur des plans de développement s'ils se veulent cohérents pour éviter de sacrifier les générations actuelles et futures. Mais le sous-emploi est généralisé et reste la voie à la précarité dans les pays d'Afrique au Sud du Sahara. Dans les pays développés, des politiques actives de développement de la main d'œuvre a conduit à l'émergence d'initiatives de création d'activités économiques visant l'intégration. Les entreprises d'insertion socio-professionnelle ont concerné le recyclage comme dans le cas des ressourceries au Québec.

Encadré 1.

Le Recyclo-Centre du Québec: une ressourcerie et entreprise d'insertion qui tisse des liens

Les ressourceries sont des entreprises d'économie sociale dont la mission implique la protection de l'environnement, et ce, par la récupération des matières résiduelles. Elles opèrent un commerce qui met en marché des produits usagers qu'elles ont préalablement triés et revalorisés. Le terme est une marque déposée. Le Recyclo-Centre a été, en 2000, l'une des premières ressourceries à être reconnue par le Réseau des ressourceries du Québec et, l'année suivante, la première entreprise d'insertion à être accréditée par Emploi-Québec. Le Recyclo-Centre part d'un principe: celui de générer des revenus par la vente de divers objets récupérés, tout en permettant à des personnes sans emploi de briser l'isolement et de s'épanouir. À présent, des jeunes de 18 à 35 ans, souvent décrocheurs, qui ont besoin d'un coup de pouce pour intégrer le marché du travail récupèrent, trient, réparent ou démantèlent les vêtements, menus objets, meubles et électroménagers de la MRC du Bas-Richelieu et les remettent sur le marché à prix modique. Le Recyclo-Centre emploie 53 personnes, dont 35 en insertion. Les 18 employés permanents sont payés à même les revenus autogérés. De juillet 2005 à juin 2006, les ventes ont totalisé un peu plus de 490 000 de dollars.

Source : Une entreprise d'insertion dans le domaine de l'environnement: l'expérience de l'Atelier du Chômeur du Bas-Richelieu Inc. *18 janvier 2009.*

Ailleurs, en Afrique, comme le montre de nombreuses expériences d'insertion professionnelle, des associations et ONG, autant que les institutions publiques et privées, ont initié des structures de formation aux métiers, contribuant à qualifier des jeunes victimes de la sélection scolaire et à accompagner leur insertion professionnelle, soit par les liens entretenus avec des entreprises privées ou publiques ou, par l'aide à l'installation notamment grâce à l'auto-emploi au sein petites coopératives ou individuellement. Au Sénégal par exemple, on peut citer des ONG et associations de jeunes qui se sont distinguées dans ce domaine. Par exemple, le Centre International de Formation Pratique à Mboro (CIFOP) initié par Les Eclaireuses et Eclaireurs du Sénégal en coopération avec les scouts et Guides du Luxembourg depuis 1988. Le CIFOP forme annuellement une centaine de jeunes dans un cycle de trois ans, offre un internat et articule encadrement rapproché et formation professionnelle en menuiserie bois et métallique, chaudronnerie, bâtiment, agriculture, mécanique automobile, etc. La niche occupée par cette formation est celle de conducteurs de travaux qui faisait défaut dans l'offre professionnelle.

Depuis 22 ans, ce centre forme des jeunes qui s'insèrent dans différents secteurs, complètent au besoin dans certains cas leur formation, et nombre d'entre eux occupent des responsabilités élevées dans leurs activités professionnelles. Le temps d'apprentissage est rationalisé et écourté à la différence du secteur dit informel où la maîtrise d'un métier peut se dérouler sur une dizaine d'année sans que le statut d'ouvrier qualifié puisse être revendiqué durant ce temps. Cet exemple, comme ceux du Centre de Bopp, de ASAFIN, etc. ou d'autres écoles d'entraide scolaire, comme ACAPES dans la banlieue de Dakar, contribuent à qualifier d'anciens exclus du système scolaire et, en particulier, à améliorer la productivité dans le milieu du travail, productivité que le rapport sur l'Emploi de la Banque Mondiale en 2007 au Sénégal considère comme particulièrement

faible (2,5 fois plus faible que celle de la Chine). Grâce à l'engagement citoyen des associations, de nombreux jeunes sont requalifiés et leur insertion sur le marché du travail participe à les mettre en conditions d'accès à des emplois décents et à des opportunités de mobilité sociale.

Le plein emploi n'est pas seulement un rêve, c'est une impérieuse nécessité. Dans de nombreux pays du Sud, l'économie populaire indique que lorsque l'entrepreneuriat s'inscrit comme moteur du développement local et demeure porté par les communautés, elle mobilise de larges secteurs de la population. L'entrepreneuriat social articule production, services et consommation. Les changements doivent donc emprunter cette voie de liens intrinsèques entre producteurs et consommateurs qui se trouvent en face d'un monde nouveau à construire, un monde équitable et solidaire.

2.2. L'économie sociale et solidaire contributive d'une croissance inclusive

Le taux de croissance économique permet de mesurer le niveau de vie d'une population donnée. Il reflète les variations du Produit Intérieur Brut (PIB) d'un pays. Actuellement, la croissance économique a un faible impact sur la pauvreté. Il apparaît que la croissance reste captée par les franges aisées dans de nombreux pays en l'absence de mécanismes impliquant les acteurs populaires dans l'économie moderne. Il fait également défaut, une structure économique qui facilite à large échelle la redistributivité horizontale des richesses. Il s'y ajoute les effets pervers de la croissance sur l'environnement et autres vulnérabilités de genre par exemple, ou géographique notamment les déséquilibres des grands ensembles territoriaux) qui rigidifient les inégalités sociales. Le rapport de Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009), établit bien que les rapports entre la croissance moyenne du PIB par tête et les inégalités se creusent : « *beaucoup de personnes peuvent se trouver plus mal loties, alors même que le revenu moyen a augmenté* ».¹

Il faut donc une qualité de croissance pour tirer le niveau de vie. Pour être durable, cette croissance doit être endogène. Elle doit être portée entre autres par l'économie sociale et solidaire qui est en soi l'espace de l'endogénéité. En effet, l'économie sociale et solidaire est une économie du peuple. Elle se réalise à l'échelle locale. Elle est donc ancrée dans les territoires. Elle garantit l'accessibilité géographique qui fait défaut à l'économie moderne. Celle-ci reste segmentée et se traduit par une concentration des pauvres dans des quartiers et régions périphériques, donc éloignées des opportunités.

Une telle marginalisation est accentuée par un faible investissement dans le capital humain notamment dans la formation et l'entrepreneuriat dont la conséquence est de limiter la portée de la participation des pauvres dans le travail. Les services financiers ont le plus souvent une implantation faible en particulier dans les zones habitées par les pauvres, du fait des risques et des coûts d'exploitation élevés. C'est pourquoi l'OIT met le travail décent au cœur des efforts pour éradiquer la pauvreté. Il est un moyen de parvenir à un développement durable, équitable et fédérateur.

¹ Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social, 2009, Joseph E. STIGLITZ, Amartya SEN et Jean-Paul FITOUSSI . www.stiglitz-sen-fitoussi.fr

Inversement, la croissance inclusive rend possible l'égalité d'accès à des opportunités créées pour tous, notamment les pauvres. Comme le montre Birdsall (2007), elle contribue à augmenter la taille de la classe moyenne. C'est dans ce cadre que l'entreprenariat social participe à cet effort d'accessibilité du travail décent et de l'élargissement des opportunités d'affaires à de larges franges de la population. L'inclusion des pauvres à la croissance ne suffit cependant pas pour que celle-ci soit inclusive.

Encadré 2.

Mahaguthi, Craft With A Conscience au Népal

Une organisation de commerce équitable, qui produit, commercialise et exporte artisanat népalais. Mahaguthi sert à la fois les marchés nationaux et internationaux et dispose de trois boutiques basées dans la vallée de Katmandou. En respectant les valeurs et les principes du commerce équitable, l'organisation représente les efforts de plus d'un millier de producteurs individuels, cinquante pour cent d'entre eux sont dans des zones reculées et montagneuses. Beaucoup des producteurs sont des femmes qui ont la possibilité d'employer des techniques traditionnelles dans leur propre foyer, leur permettant ainsi de générer des revenus supplémentaires. En outre, quelque 40 pour cent des revenus générés par l'organisation offre aux femmes et aux enfants de l'Ashram Tulsi Mehar Mahila des ressources pour, la nourriture, l'habitat, les vêtements la santé et l'éducation.

Source : <http://www.mahaguthi.org/aboutus.php>

Cette expérience conforte l'idée selon laquelle les niches d'emploi sont identifiables dans l'activité au quotidien des acteurs sociaux. Les réseaux de commerce équitable mettent en liens des producteurs qui valorisent leur production, les techniques locales ou l'artisanat. L'activité s'intègre à leur vie sociale à l'image de l'économie sociale et solidaire qui est demeurée un mode de vie dans les pays du Sud.

2.3. Produire autrement au travers de l'approche écologiste

Il est tout aussi indispensable que les mesures de performance économique intègrent les coûts environnementaux. Par exemple le réchauffement de la planète doit entraîner une autre régulation des émissions de carbone. L'approche écologiste et éthique préconisée par l'économie sociale et solidaire aide à montrer une autre voie de produire autrement dans le respect du développement durable. Ainsi que le relève le Growth Report de (OPM) Oxford Policy Management (2008), ce sont les pays pauvres dans les régions tropicales qui sont plus susceptibles de souffrir de la pire façon des dommages causés par le réchauffement de la planète. Les projections suggèrent, par exemple, que l'érosion côtière pourrait menacer des millions de personnes d'ici à 2050 dans le delta du Nil en Egypte, le delta du Mékong au Vietnam, et le Gange, delta du Brahmapoutre au Bangladesh.

S'il est vrai que les pays en développement n'ont pas, le plus souvent, les ressources nécessaires pour s'adapter facilement au réchauffement climatique en déplaçant un grand nombre de personnes de zones à faible altitude, certains de ces pays, qui ont atteint la taille de grandes puissances, comme le reflète leur taux rapide de croissance économique, contribuent au problème en générant du dioxyde de carbone beaucoup trop pour être ignoré.

Inversement, dans de nombreux pays, les pêcheurs artisanaux, organisés en coopérative de producteurs ainsi que leurs alliés impliqués dans la transformation des ressources halieutiques prennent conscience des techniques nocives de pêche et des conditions d'hygiène et auto-définissent des règles que leurs communautés reconnaissent. Il en est de même de l'eau, des forêts, des ressources cynégétiques, foncières, énergétiques où des chartes ou codes sanctionnent des procédés d'autorégulation définis par les communautés concernées. L'économie sociale et solidaire structure de ce fait le développement des communautés en projetant une réflexivité sur les résiliences, capable de générer les ressorts des progrès sur soi (Fall A.S. Favreau L., Larose G., 2004)

Encadré 3.

Sortir de l'impasse par une inspiration écologique et une orientation pro-pauvre

« Il faut, d'une certaine manière, répéter les succès de la révolution verte en termes d'accroissement de la production de la production, mais d'une manière acceptable au plan de l'écologie et de l'environnement, économiquement viable et de nature à réduire la pauvreté, c'est-à-dire fondée sur l'équité sociale. Cet objectif a été qualifié de « révolution doublement verte », faisant référence à la nécessité d'une continuité de l'effort productif de la Révolution verte, mais aussi à la vertu d'une inspiration écologique radicalement nouvelle de la technologie à promouvoir, en même temps qu'à son orientation « pro-pauvre ».

Source : Michel Griffon, 2006, Nourrir la planète. Paris, Odile Jacob, 456p.

En raison de l'approche faite de proximité par les communautés, elles-mêmes conscientes des menaces sur leur environnement et leur espace de vie, la réduction des émissions de dioxyde de carbone portée par l'économie sociale et solidaire se trouve dans les techniques locales et adaptées, régénératrices et écologiquement éprouvées. Participer à l'effort commun face aux risques mondiaux (révolution verte comme suggérée par Griffon dans l'encadré précédent) trouvera un écho favorable et mobilisateur auprès des acteurs qui se posent comme pionniers du développement durable et fiers de leur responsabilité citoyenne. Le Forum social mondial, dans sa formule rotative, (de Porto Alègre 2001, 2002 et 2003 à Dakar 2011 en passant par Mumbai 2004 et Nairobi 2006) a contribué à partager ces exigences écologistes de notre époque grâce à sa fonction d'amplificateur des messages des mouvements sociaux à l'échelle internationale et de construction commune et démocratique d'agendas des changements et des transformations économiques et socio-politiques émancipatrices des inégalités structurelles.

2.4. Vers une croissance de qualité portée par le grand nombre et à long terme

En matière de croissance, un accent doit être mis sur la qualité de la participation pour éviter que ces derniers subissent plus fortement les effets des défaillances des marchés. L'insertion à la marge qui est le reflet de mauvaises conditions de travail et de bas salaires ainsi que le déficit d'accès à l'information économique, contribuent à produire une participation étriquée des pauvres à la croissance.

Plus fondamentalement, la croissance inclusive introduit la perspective à long terme des processus de développement (Lanchovichina et Lundstrom, 2009). Stiglitz, Sen et Fitousi (2009) relèvent que « le bien-être présent doit être soumis à l'évaluation de sa soutenabilité,

c'est-à-dire de sa capacité à se maintenir dans le temps. Le bien-être présent dépend à la fois des ressources économiques comme les revenus et des caractéristiques non économiques de la vie des gens : ce qu'ils font et ce qu'ils peuvent faire, leur appréciation de leur vie, leur environnement naturel ». Ils insistent sur l'importance de la « *soutenabilité du niveau de bien-être* », c'est-à-dire l'accumulation de capital multidimensionnel en stock suffisant pour être consommé rationnellement et transmis aux générations futures. Ils encouragent dès lors la nécessité de disposer de mesures d'instruments de la croissance inclusive en termes d'étendue et degré d'inclusivité.

La croissance inclusive devient un engagement politique en faveur des pauvres dont la participation économique serait reconnue au travers de leur forte présence dans l'économie sociale et solidaire. Mais elle va au-delà de la lutte contre la pauvreté pour embrasser la question fondamentale des transformations économiques et sociales pour une meilleure intégration du développement social et économique, tel que stipulé par l'agenda du travail décent de l'OIT.

Encadré 4.

Le rapport du Governance and Social development resource Centre (GSDRC), 2010,² suggère de pertinentes mesures politiques de croissance inclusive :

- La création d'un environnement propice : promotions d'institutions efficaces pour garantir les innovations, investissements structurants, participation, primauté des droits économiques et sociaux des personnes ;
- Le renforcement des mécanismes de dépenses de redistribution publique et de protection sociale par une solidarité verticale, des régimes ciblés de protection sociale permettant aux pauvres de prendre plus de risques (Rauniyar, Kanbur, 2009) ;
- L'augmentation du taux de création d'emplois pour adopter un modèle de croissance large en termes de secteurs, de régions et de populations ;
- Le développement des infrastructures : transport, énergie, télécommunications afin de garantir l'équité entre les citoyens par rapport à l'offre de services publics ;
- La promotion du partenariat public-privé : un appui aux entreprises de services aux pauvres ;
- L'évaluation régulière des contraintes à la croissance forte et durable pour tous les groupes.

3. LA RÉPONSE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE À L'AGENDA DE L'OIT

L'OIT a développé plusieurs cadres de politiques visant l'emploi décent pour le plus grand nombre : Agenda pour le travail décent en 2006, Pacte mondial pour l'emploi en 2009, La Déclaration de justice sociale, pour une mondialisation équitable en 2008, etc. L'OIT (2006) considère que le « *travail décent résume les aspirations des êtres humains au travail- leurs aspirations à accéder à un emploi et à une juste rémunération, à jouir de droits, de moyens d'expression et de reconnaissance, à bénéficier d'une stabilité familiale et d'un développement personnel, de justice et d'égalité de sexe* ». Il est nécessaire de passer en revue chacun des

² Helpdesk research report, Literature review on inclusive growth.

principaux piliers de ces politiques pour montrer de quelles manières l'économie sociale et solidaire contribue à leur donner du relief.

Encadré 5.

En bref, l'Agenda du travail décent de l'OIT

L'Agenda du travail décent comporte quatre objectifs stratégiques ou piliers :

1. les principes et droits fondamentaux au travail et les normes internationales du travail
2. les possibilités d'emploi et de rémunération
3. la protection et la sécurité sociales
4. le dialogue social et le tripartisme

3.1. Au cœur de l'économie sociale et solidaire est la dignité de la personne humaine

Le travail s'intègre dans l'environnement des personnes qui se réalisent ainsi et gagnent en estime de soi. Cette dimension intégratrice du travail est fondamentale dans l'économie sociale et solidaire. Se réaliser et s'épanouir par le travail grâce à l'utilité et la reconnaissance sociale demeure tout autant une pratique en économie sociale et solidaire et un principe cardinal du travail décent. A cela s'ajoute la place centrale de la personne humaine dans les deux cas, postulant de ce fait que la dignité humaine reste une membrane identitaire partagée (Favreau L., Fall A.S., 2007).

L'emploi productif et librement consenti est au cœur du mandat de l'OIT qui promeut le plein emploi. L'économie sociale solidaire y contribue en s'adossant au « droit de développement dans le respect de leur totale liberté d'action » telle que formulé dans la charte de différents groupes d'économie sociale en Amérique latine, en Afrique et en Europe.

Au titre de l'amélioration des normes internationales et de leur actualisation, l'expérience du nouveau cadre régional défini récemment en Afrique est à souligner. L'Organisation pour l'Harmonisation du Droits des Affaires en Afrique (OHADA) a mis au point en janvier 2009 un important projet d'acte uniforme relatif aux sociétés coopératives qui offre un cadre réglementaire régional destiné à 16 pays membres. Le projet a fait l'objet de délibération au sein des Etats concernés, impliquant le mouvement coopératif et mutualiste qui, dans chacun des pays a amendé et contribué à adapter ce cadre aux besoins des sociétaires. Le projet d'acte uniforme s'inscrit dans le respect des principes coopératifs tels qu'édictees par l'Alliance Coopérative Internationale (ACI), garantissant ainsi l'autonomie et l'indépendance ainsi que le fonctionnement démocratique des coopératives (OHADA, 2009).

3.2. Les possibilités d'emploi et de rémunération

La qualité de l'emploi est la condition de son caractère épanouissant et porteur de progrès. Les confluences de ce postulat avec l'économie sociale et solidaire résident également dans le fait que l'OIT place l'Agenda du travail décent en bonne place dans la lutte contre la pauvreté et que l'économie sociale est dans le marché mais avec ses principes propres et sa finalité débouchant

sur l'intérêt général et la participation harmonieuse au développement de la société. L'économie sociale et solidaire vise à affranchir les communautés des inégalités sociales.

Encadré 6.

Création de la pénurie, résistance de la production endogène en Inde

L'exemple analysé par Vandana Shiva (2001)³ en Inde qui démontre que « sous le masque de la croissance, se dissimule, en fait, la création de la pénurie ». En effet, à la fin des années 80, a été initiée la reconversion des firmes chimiques dans les « sciences de la vie », avec pour enjeux la mainmise sur l'agriculture à partir d'un triple dispositif : brevetage des semences et des plantes, développement du génie génétique et concentration des capitaux. Les règles de la mondialisation libérale donnent la possibilité à ce dispositif de fonctionner et de mettre en œuvre trois ordres de phénomènes que reprend et dénonce Shiva : La cleptomanie des firmes, l'accablement des communautés, avec des drames humains à échelles de masse, l'acharnement contre la biodiversité, avec des risques de casse de la chaîne alimentaire.

Que d'emploi de masse perdu, de vies brisées et de chaîne de production endogène déstructurée ! Le principe de la concentration est mis en exergue et dénoncé. Cinq firmes seulement contrôlent le commerce mondial des grains, tout en étant fortement impliquées dans les accords commerciaux internationaux, soutient Shiva. Un des effets dévastateurs de cette situation de monopole est ce que l'auteure nomme « l'énorme flux alimentaire s'écoulant des Etats-Unis et de l'Europe en direction du Tiers monde » à travers les mécanismes dit de « libre-échange » et qu'elle qualifie de « marché forcé ».

Du fait de cette situation, « ...la proportion de produits alimentaires importés au Mexique est passée de 20% en 1992 à 43% en 1996. (...) 2,2 millions de mexicains ont perdu leur emploi, et 40 millions sont tombés dans l'extrême pauvreté ».

À l'opposée de cette situation de l'industrie agricole en Inde, l'économie sociale et solidaire qui, promeut l'expérimentation permanente dans tous les domaines, œuvre pour la primauté de la personne humaine sur le capital. Juan Somavia (2006), Directeur général du BIT, est sans équivoque : « Le but fondamental de l'OIT aujourd'hui est de promouvoir l'accès des hommes et des femmes à un travail décent et productif dans des conditions de liberté, d'équité, de sécurité et de dignité humaine ». C'est à cette condition que les atouts de l'Inde dans l'échiquier mondial seront préservés. Georges Soros (2010), explique que « l'Inde, servit par sa croissance endogène »⁴ a réussi à tenir lorsque la crise financière internationale de 2008 a éclaté. Comme le mentionne Shiva, les modes de régulation du commerce mondial font craquer les pays du Sud. Il faudra alors préserver les emplois en défendant la nécessité « des clauses sociales aux traités commerciaux comme conditions du respect des droits fondamentaux et base universelle de la mondialisation » selon l'analyse de Guy Ryder (2010)⁵.

Dans la promotion du travail décent, l'OIT met en exergue les politiques transversales notamment l'égalité de genre et la création de l'entreprise, domaines dans lesquels les bonnes pratiques de l'économie sociale et solidaire sont reconnues.

³ Vandana Shiva, 2001, *Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde*. Traduit de l'anglais par Marcel Blanc. Paris, Fayard, 197 p.

⁴ George Soros, 2010, *Quelques leçons tirées de la crise*, Editions Denoël, 126 p.

⁵ Guy Ryder, Secrétaire général de la Confédération syndicale internationale (CSI, Le Monde du 21 juin 2010).

4. LA PROTECTION SOCIALE EST UN MÉTIER HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

La prévention de différents risques constitue une compétence de l'économie sociale et solidaire depuis son origine.

4.1. S'associer pour entreprendre autrement

L'économie sociale et solidaire ou s'associer pour entreprendre autrement est une façon naturelle pour favoriser une croissance endogène démocratique et solidaire qui remonte à longtemps depuis le moyen âge avec l'aide mutuelle. L'une des figures témoins demeure la plus ancienne coopérative encore active, celle des travailleurs du port de Genova (Gênes).⁶ L'économie sociale porte le sceau du mouvement ouvrier au XIX siècle qui s'en est emparé pour résister et œuvrer à améliorer ses conditions de vie et de travail face à l'essor du capitalisme.

Dès les années 1844, Les ouvriers de Rochdale, petite ville de la banlieue de Manchester créent les Equitables pionniers à la suite de l'échec d'un conflit social. Ils sont une trentaine, à la tête de laquelle Charles Howarth, qui initie une société de consommation basée sur l'aide mutuelle. Chemin faisant, ils ouvrent un magasin de vente de denrées alimentaires et de vêtements, bâtissent des logements pour eux-mêmes, installent une fabrication de produits pour caser leurs membres ayant perdu leur travail et achètent des terres de cultures pour certains de leurs membres sans emploi. Ils organisaient enfin une éducation pour leurs enfants. Cette expérience de développement endogène qui fait penser en France à Saint-Simon etc. leur est inspirée d'association de gestion d'obsèques en Angleterre.

Cette expérience n'est pas isolée puisqu'en 1847, Friedrich Wilhelm crée une boulangerie coopérative en Allemagne. Pareillement, en France, le mouvement ouvrier avait développé des formes variées d'auto-organisation : secours mutuel face aux besoins communs de préparation des obsèques et de gestion des handicaps survenus en cours d'emploi voire même de substitut à des pertes d'emploi. La reconnaissance officielle de la mutualité se traduit en France par la Loi de 1867 portant sur les sociétés commerciales qui comprennent les coopératives. La Charte de la Mutualité intervient en 1998 et la Liberté d'association suivra en 1901.

S'associer pour entreprendre autrement remonte à longtemps dans l'histoire universelle de l'humanité. Le mouvement de la mutualité en est la preuve. L'économie sociale et solidaire puise donc toujours dans ses principes et valeurs pour organiser des systèmes de protection sociale pour les gens qui ne sont pas couverts. L'économie sociale et solidaire est souple et peut faire face aux nouveaux risques. Elle peut résister et devient même une alternative dans la réforme et la privatisation en cours de la sécurité sociale en raison de ses capacités à construire par le bas et autrement.

⁶ Compagnia de Caravana, créée en 1340, voir Mattsson et Olsson, 2009 qui remontent à cette expérience pérenne et analysent l'économie sociale comme une vision d'une nouvelle société basée sur la solidarité, l'égalité et la justice sociale. Elle est l'expression concrète de la démocratie économique et industrielle que les académiciens, les praticiens et les politiques doivent formuler.

4.2. La reconnaissance de l'économie sociale et solidaire rend plus visible son potentiel d'assurance sociale et de création d'emploi.

Dans le domaine de la protection sociale, l'économie sociale et solidaire apporte une touche supplémentaire en étant le cadre de dioxyde de carbone la vitalisation des liens par la mutualisation des ressources en face de besoins communs. Certains pourfendeurs de l'économie sociale considèrent que la solidarité n'est pas l'objet de l'économie qui serait le cadre par excellence du profit. En voie de conséquence, l'économie sociale qui se définit comme non lucrative, serait en dehors de la sphère d'effet de l'économie. On peut leur objecter par exemple que si les coopératives et mutuelles ne font pas partie de l'économie, que reste-t-il de non marchand ou de patrimoine collectif dans ce secteur?

De même, dans leur Rapport sur l'économie sociale dans l'Union Européenne en 2007, Rafael Chaves et José Luis Monzon du CIRIEC International montrent que les coopératives associations, mutuelles et assimilées comptaient en 2002-2003, 11 142 883 emplois, soit 6,7 du volume total d'emplois salariés dans l'UE à 25. Plus récemment, en 2008, l'INSEE établit que l'économie sociale représente près de 10 % de l'emploi salarié national hors agriculture et 8% des salaires en France. Ces exemples corroborent le fait que l'économie sociale et solidaire est une façon autre d'agir en économie au service de la cohésion sociale. Elle participe donc à fonder les bases de la protection sociale qui est un pilier essentiel de l'Agenda de l'OIT.

Encadré 7.

Mondragon, une coopérative en Espagne

En Espagne, les coopératives Mondragon de la région Basque sont peut-être l'exemple le plus connu d'entreprises industrielles démocratiquement gérées par les travailleurs et qui n'ont cessé de se développer et de prospérer durant 50 ans. Ces coopératives ont été créées peu après la seconde guerre mondiale par le jeune vicaire jésuite Don Jose Maria Arizmendiaretta dans un contexte où, face à l'extrême pauvreté de la région, la plupart des jeunes migraient à la recherche de travail. Don Jose Maria était, lui, convaincu qu'une coopérative humaniste pouvait réussir dans le monde capitaliste.

Tout a commencé avec la création d'une école technique et plus tard d'une petite usine de fourneaux et réchauds. Afin d'augmenter le capital pour les entrepreneurs, l'équipe a mis en place une banque coopérative, la *Caja Laboral Popular* (Banque Populaire des Travailleurs), qui se fonctionne avec l'épargne de la population locale. Les fondateurs de cette nouvelle banque ont fait appel à la population basque en affirmant que c'était une manière de construire l'industrie locale et de garder les jeunes dans la région. L'usine de fourneaux a été le point de départ d'une série d'unités industrielles et de services détenus par les travailleurs répartis dans toute la région.

Les profits des coopératives sont partagés entre les travailleurs-associés, le capital propre et un fonds social destiné à la communauté. L'école de commerce est finalement devenue un institut polytechnique offrant une formation de haut niveau. Le réseau Mondragon comprend maintenant des firmes industrielles de haute technologie, des réseaux agricoles, des écoles, une université, des magasins de détail, des complexes immobiliers, une banque coopérative, des instituts de recherche-développement et une coopérative sociale. Les coopératives Mondragon visent à équilibrer les intérêts à plusieurs niveaux, par exemple l'individu avec la communauté, la

coopérative particulière avec le système coopératif, les intérêts humains des ouvriers avec les nécessités du marché, les procédés industriels avec l'environnement.

A la fin des années 90, la *Caja Laboral Popular* était devenue une grande banque avec des centaines de branches et un capital d'environ 10 milliards de dollars. Les coopératives Mondragon employaient en tout 26.000 personnes et avaient un chiffre d'affaires de 10 milliards de dollars. A cette époque les unités se sont réorganisées en Corporation des Coopératives Mondragon (*Mondragon Cooperative Corporation*, MCC) qui est actuellement l'une des plus importantes sociétés espagnoles présentes sur le marché de l'Union européenne.

Source : <http://base.d-p-h.info/en/fiches/dph/fiche-dph-7656.html>

La protection sociale vise à rendre possible à la fois la solidarité horizontale (groupe de pairs) et verticale (de l'Etat, Collectivités locales aux acteurs pour conforter leurs initiatives et garantir les droits de vie au grand nombre). L'économie sociale et solidaire est porteuse d'une vision de dignité humaine. Elle postule une gouvernance ouverte et vertueuse susceptible d'inspirer les ruptures nécessaires au sein des Etats, des institutions régionales ou continentales en particulier dans les pays où les politiques sociales restent débridées. L'OIT avait fini de faire la démonstration que l'inclusion coûte moins chère que l'exclusion.

Encadré 8.

L'éducation à la santé : aussi un rôle des mutuelles au Bénin

Ce programme nommé Promusaf (Programme d'appui aux mutuelles de santé en Afrique) accompagne les communautés dans la création des Mutuelles de santé au Bénin a permis la création de 15 mutuelles dans ce pays avec l'aide des Mutualités chrétiennes et de l'ONG Solidarité Mondiale. "Chez nous, les Mutuelles de santé font un important travail d'éducation à la santé. On explique comment certaines maladies surviennent, les gestes et attitudes à avoir pour les éviter, comment faire pour obtenir une guérison rapide, explique le coordinateur. Nous nous sommes axés au Bénin sur trois grandes maladies : le paludisme, première cause de consultation et de mortalité, les maladies diarrhéiques pour lesquelles nous développons une action sur l'hygiène et l'assainissement, et enfin le Sida pour lequel nous intensifions l'information et la sensibilisation auprès des populations."

"En fonction des spécificités locales, chaque mutuelle identifie également des thèmes propres d'éducation à la santé. C'est ainsi que certaines mutuelles ont un programme d'information sur la nutrition, une autre sur la méningite, une autre encore sur la fièvre typhoïde ou sur la santé de la reproduction."

Source : http://www.enmarche.be/International/Cooperation/Coton_mutuelles_sante.htm

Les mutuelles sont le cadre de la gestion anticipée des risques. Elles contribuent à fidéliser les habitants des zones éloignées aux structures de santé et d'autres sont également fidélisés grâce à une meilleure prévisibilité sur les coûts des soins. En mutualisant les frais des soins de santé, les populations favorisent une meilleure accessibilité aux structures de santé et dans certains cas, une qualité des services. C'est un outil de protection sociale pour toute la population. Dans de

nombreuses localités où des mutuelles de santé ont été organisées, différentes franges de la population s'intègrent mieux dans la société. Des mutuelles destinées aux élèves des écoles primaires ont permis de relever la fréquentation des élèves et leur maintien dans les classes.

5. RÉGULER AUTREMENT PAR LE DIALOGUE SOCIAL

L'OIT a inscrit dans ses cadres politiques le dialogue social et le tripartisme comme instruments de réalisation des consensus sur les politiques en rapport avec l'emploi et de travail décent. Le dialogue social est inscrit dans les pratiques de l'économie sociale et solidaire. C'est ainsi que le note Jeantet : « les équilibres à trouver entre les partenaires ont un but : la recherche de l'équité et d'une relation gagnant-gagnant plutôt que du gagnant-obligé »⁷.

5.1. La culture du dialogue au cœur de l'économie sociale et solidaire

Dans de nombreux pays du Sud, en dépit de la fragilité des institutions, les acteurs sociaux ont tendance à chercher des solutions légales aux conflits. L'économie sociale et solidaire devient une sorte de laboratoire pour démontrer qu'il faut des institutions dialogantes pour instaurer une culture du dialogue. La médiation sociale est intrinsèque à de nombreuses sociétés. Ce capital social est activé en permanence pour faciliter l'autorégulation au sein des entreprises d'économie sociale et solidaire. C'est une condition pour maintenir les emplois et en assurer la qualité. Le dialogue social devient un pilier de la gouvernance ouverte à laquelle l'économie sociale et solidaire invite pour engager les acteurs dans un mouvement d'ensemble impliquant plusieurs groupes à prendre conscience des enjeux de leur société et à y consacrer leurs initiatives créatrices.

5.2. L'économie sociale et solidaire établit le lien avec les entreprises émergentes

L'économie sociale et solidaire est un secteur privilégié de la société civile. Elle donne donc l'opportunité d'un dialogue plus structuré entre l'OIT, ses partenaires et la société civile. Ainsi reconnue par les partenaires sociaux (syndicats, entreprises privées classiques), l'économie sociale et solidaire peut fédérer les employeurs qui ne sont pas dans les circuits officiels des organisations patronales. Elle a la capacité de mobiliser les PME/PMI émergentes et les nouvelles formes de travail et les cadres d'auto-emploi.

Les entrepreneurs de l'économie sociale et solidaire, en tant qu'employeur donne un gage de refus du dumping social par la référence à un cadre minimal de standard à respect avec les autres entreprises sans lequel la reconnaissance de l'utilité sociale n'est pas assurée.

Le dialogue social donc est une culture au sein des entreprises de l'économie sociale et solidaire qui font de la démocratie leur mode d'existence. Une culture est dynamique et ne s'arrête pas à la porte de l'entreprise, elle va bien au-delà. Elle se traduit par un engagement citoyen autour des défis sociétaux qui appellent le plus souvent la formulation de consensus forts par le dialogue social et politique.

⁷ Thierry Jeantet, 2008, l'Economie sociale, une alternative au capitalisme, Editions Economica.

Au total, différents mouvements sociaux actifs dans l'économie sociale et solidaire œuvrent à la création ou au maintien des emplois dans une diversité de secteurs. Les syndicats poursuivent la défense des intérêts de leurs membres dans le monde du travail mais ils initient, non sans réussite, de multiples expériences de finances solidaires dont le fonds de pension retraite, de coopératives d'habitat, des centrales d'approvisionnement et de consommation. Le renouveau coopératif dans de nombreux pays et secteurs y compris émergents (radios communautaires, logiciels libres, ressourceries, éco-tourisme, etc.) est significatif d'une implication du mouvement associatif dans le domaine économique à la fois pour atténuer les impacts des crises mais aussi créer des richesses et des emplois décents. Les fédérations d'organisations de producteurs agricoles ou d'entrepreneurs ainsi que des ONG développent des services financiers accessibles au grand nombre. Ils ont pris conscience que le secteur agricole est un gisement d'emplois mais faiblement développé. Ils explorent de nouveaux marchés internes et externes et valorisent partout le potentiel d'emplois décents à créer dans un contexte de restriction du marché du travail. Dans les pays du Sud, la majorité des emplois se trouvent au sein des PME/PMI. Cette situation est l'expression de l'esprit d'initiative des individus et des groupes parmi lesquels les groupes de femmes se distinguent fortement. L'entrepreneuriat social montre donc que les groupes vulnérables peuvent s'intégrer dans le marché régulier du travail.

6. ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, UNE FAÇON DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ET VULNÉRABILITÉS STRUCTURELLES

En adoptant les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), un cadre commun favorisant les politiques sociales, assorties d'indicateurs de progrès dans un horizon temporel donné, l'ensemble des agences des Nations-Unies, et ceux des autres Organismes de développement ainsi que les Etats tentent de coordonner leurs efforts pour rompre avec le caractère inacceptable de la généralisation de la pauvreté.

Encadré 9.

Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD)

- 1- Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
- 2-Assurer l'éducation primaire pour tous.
- 3-Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.
- 4-Réduire la mortalité infantile.
- 5-Améliorer la santé maternelle.
- 6-Combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres maladies.
- 7-Assurer un environnement durable.
- 8-Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Adoptés par 189 pays en septembre 2000 aux Nations-Unies comme un engagement pour un « monde libéré de la pauvreté et des souffrances qu'elle cause ».

C'est ainsi que ce repère a rythmé les engagements et actions des différents gouvernements pour structurer l'impact de leurs politiques sociales, devenues de ce fait à l'ordre du jour dans les

cadres de développement. Si des acquis nombreux ont été enregistrés dans différents pays pour certains objectifs, dans d'autres, des efforts significatifs restent à être consentis. Des évaluations réalisées montrent que les intervenants sont plus au fait des OMD que les citoyens. Pour briser cette verticalité, la contribution de l'économie sociale et solidaire s'avère décisive du fait de sa capacité à réhabiliter les citoyens dans leurs capacités (capacités dynamiques) selon la formule de Sen. Lorsque l'économie sociale et solidaire est reconnue par les pouvoirs publics, sa contribution est davantage prise en compte par les mesures de performances économiques.

Encadré 10.

AMAP, Association de maintien de l'agriculture paysanne

A partir des années 70, face à la montée en puissance de l'agriculture et de l'agroalimentaire industriels, à la baisse de qualité des aliments et à la difficulté d'assurer les prix rémunérateurs et des relations de proximité entre paysans et consommateurs, différentes pratiques de liens directs entre producteurs et consommateurs se sont mises en place dans les pays occidentaux et le Japon. En France, le mouvement des AMAP se développe depuis 2001, notamment en milieu urbain, sous forme de partenariats entre des groupes de "consom'Acteurs" et des paysans. D'abord dans le Var et en Provence, puis progressivement dans d'autres régions de Provence Côte d'Azur, Rhône Alpes, Midi Pyrénées, Alsace, Région parisienne depuis 2003. une AMAP est une association pour le maintien d'une agriculture paysanne ayant pour objectif de préserver l'existence et la continuité des fermes de proximité dans une logique d'agriculture durable, c'est-à-dire une agriculture paysanne socialement équitable et écologiquement saine, de permettre à des consommateurs d'acheter à un prix juste des produits d'alimentation de qualité de leur choix, en étant informés de leur origine et de la façon dont ils ont été produits et de participer à la sauvegarde et au développement de l'activité agricole locale dans le respect d'un développement durable. Elle réunit un groupe de consommateurs et un agriculteur de proximité autour d'un contrat dans lequel chaque consommateur achète en début de saison une part de la production qui lui est livrée à un coût constant.

Les AMAP sont donc fondées sur un partenariat entre un groupe de consommateurs-trices (qui se définissent comme des *consom'Acteurs*) et un-e agriculteur-trice de la région. L'objectif est de favoriser l'installation et le maintien d'une agriculture locale de qualité fonctionnant le plus possible de façon autonome et indépendante des circuits de distribution industriels, tout en formant et en responsabilisant les consommateurs-trices notamment en milieu urbain. Chaque semaine le paysan fournit un nombre de paniers correspondant au nombre d'adhérent-es de l'AMAP. Les consom'Acteurs s'engagent en général sur une saison agricole. Un groupe de bénévoles s'occupe par roulement du fonctionnement et de l'animation de l'association : distribution, trésorerie, lien avec les partenaires, organisation d'événements.

Source : www.adequations.org/spip.php?article684 –

6.1. Pour une économie plurielle

En effet, il est nécessaire de s'inscrire dans l'économie plurielle, c'est dire la reconnaissance des attributs de chacune des principales façons de faire de l'économie. L'économie publique portée par les Etats centraux et locaux en charge des investissements structurants, de l'équité, de l'accessibilité et de la qualité des services. Elle a aussi en charge l'impulsion des modes négociés de régulation des activités économiques ainsi que des politiques sociales qui sont le cœur de métier des OMD. Il y'a également l'économie privée, par laquelle s'exprime le droit à l'investissement, à la création de richesses par des entrepreneurs. Ce droit est assujetti à la responsabilité sociale des entreprises au sein des communautés et territoires dans lesquels elles sont installées. Enfin, l'économie sociale et solidaire, par son rôle fédérateur de l'entrepreneuriat associatif par les citoyens, cristallise la vitalité des liens sociaux dans la création de richesses à finalité sociale. Une telle approche fondée sur le pluralisme économique est susceptible de développer les synergies et d'offrir plus d'opportunités aux acteurs sociaux.

6.2. L'économie sociale et solidaire pour l'atteinte des OMD

Ainsi que le montrent Beck, Demirgüç-Kunt, Honohan (2009), le déficit d'éducation au-delà du primaire est une contrainte à l'auto emploi et à l'emploi formel et restreint l'accès au marché du crédit.

Pareillement, le mauvais état de santé peut limiter la disponibilité de la main d'œuvre et sa productivité en particulier dans les pays à fort taux de prévalence de VIH. Les initiatives dans le domaine des garderies d'enfants, des mutuelles de santé, gestion communautaires des ressources, les tarifications forfaitaires instituées par les comités de santé, la participation de la communauté dans le financement de la gestion de la santé dans les localités les plus éloignées, la prise en charge des personnes âgées, bref tous les services de proximité qui participent à prendre en charge solidairement les besoins des individus et des groupes tout en resserrant les liens et en favorisant une meilleure interconnaissance vont être des leviers des processus participatifs de développement.

Dans le domaine de l'éducation, dans de nombreuses communautés, la réhabilitation de l'école publique est le fait d'organisations citoyennes qui prennent conscience de la responsabilité collective dans le processus de développement ascendant. Elles construisent des écoles, entretiennent des cantines scolaires, financent des écoles d'entre-aide scolaire, gèrent l'accès au préscolaire.

Aucun pays n'a impulsé une croissance soutenue sans également réaliser des investissements publics dans le domaine des infrastructures, de l'éducation, de la santé et dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois durables et ayant un effet levier comme l'agriculture dans son acception large, la pêche, l'artisanat ou l'industrie.

Dans le cadre de la lutte contre la faim, contre les famines, des coopératives de producteurs, consommateurs et services agricoles et non agricoles organisent des magasins de stocks de céréales et d'autres cultures, des banques de semences, des mutualisations des pratiques de la gestion de la dégradation des sols et cultures à faible rendement.

Les pratiques communautaires ou mutualisées de gestion des ressources agricoles et environnementales, participent à intégrer les ruraux à l'économie locale et aux échanges transfrontaliers et inter-pays et à favoriser une meilleure productivité.

Pour protéger les enfants contre la violation de leurs droits, des groupes de femmes d'âge avancé mettent en place des garderies tandis que d'autres assurent le service de médiation sociale. Il en est ainsi de la santé reproductive en particulier avec l'insertion de l'éducation à la vie familiale dans les activités des tontines, ces groupes rotatifs d'épargne dans les quartiers et villages qui restent le premier pallier des mutuelles. Lorsque l'eau manque ou qu'elle est stagnante voire s'impose sous forme d'inondation, les organisations communautaires de base organisent des unités de réhabilitation de l'habitat social, de désengorgement des maisons et de canalisation des eaux.

Quelqu'en soit le mobile, des initiatives communautaires se mettent en place, les unes durables, les autres éphémères. Elles sont toutes l'expression de la participation et de l'autonomie d'action de l'économie sociale et solidaire. Elles créent des liens dans l'activité sociale et économique. L'économie sociale et solidaire reste donc le pont entre les communautés et les politiques publiques pour en constituer une base opératoire pour l'action collective.

6.3. L'économie sociale et solidaire pour contrer l'exclusion

L'économie sociale et solidaire émerge partout pour contrer l'exclusion des marchés de production et de consommation de différents acteurs. Les coopératives de production et de services donnent de l'élan à l'entrepreneuriat social. Les activités économiques à finalité sociale ré-encastrent l'économie dans le social. Elles montrent que l'initiative privée, l'entrepreneuriat ainsi que la production de richesses n'est ni l'apanage des individualités ni celui des clans de riches. Bien plus, les richesses à créer sont le fait de personnes reconnues, appartenant à des groupes et soucieux de leur environnement social, local et écologique. Le cœur de métier de l'économie sociale et solidaire étant la création de lien social et le développement local, le travail décent trouve dans cet écheveau des liens féconds. Les ressources mobilisées et valorisées par l'économie sociale et solidaire sont par essence d'abord celles du milieu de vie.

L'économie sociale et solidaire contribue à élargir et à dynamiser le marché intérieur et donc à offrir une meilleure intersectorialité. En raison de la diversité de son champ d'action et de la complémentarité de ses pratiques, l'économie sociale et solidaire répond aux questions que le bien-être pluridimensionnel pose.

L'analyse de McKay (2008) met en relief le fait que des niveaux élevés de vulnérabilité, font que les pauvres seront moins susceptibles, de s'engager dans des activités risquées qui ont le potentiel plus rentables. La contribution de l'économie sociale et solidaire dans la lutte contre l'insécurité économique repose également sur l'augmentation de revenus et leur conversion en services pour les populations pauvres (Fall A.S., 2007).

Encadré 11.

VILLA EL SALVADOR AU PÉROU, Le bidonville de l'espoir

Peut-être la réussite la plus grande dans l'édification d'une communauté d'entraide locale dans le monde est-elle celle de Villa El Salvador à Lima, où les citoyens ont planté un demi-million d'arbres, construit 26 écoles, 150 garderies, 300 cuisines communautaires, et formé des centaines d'assistants médicaux qui vont de porte en porte.(...) Les principaux artisans de cette réussite ont été un vaste réseau de groupes de femmes et la structure administrative démocratique des associations de quartier, qui a des représentants dans chaque bloc d'habitations. Ensemble, ils forment un dosage équilibré entre une organisation très développée à la base et un système d'administration, qui réagit vite, afin d'obtenir une plus grande participation possible dans la conception et la mise en œuvre des actions de la communauté (Durning, Worldwatch Institute, 1989 : 264-265).

Une ville saine, propre et verte, Une communauté éducative, Un district productif et générateur de richesses, Une communauté solidaire, Une communauté démocratique.

Source : octobre 2008 par Louis Favreau

7. ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, RENOUVELLEMENT DES PARADIGMES DE DÉVELOPPEMENT

L'OIT a adopté en 2008 une Déclaration de politique internationale sur la Justice sociale, pour une mondialisation équitable. Cette politique reconnaît que le monde du travail a connu des transformations sociales profondes. A l'échelle internationale, les échanges commerciaux et les marchés financiers ont eu entre autres des répercussions négatives sur l'emploi. L'inégalité des revenus est en hausse dans un nombre surprenant de pays à travers le monde. Cette tendance est un phénomène complexe avec de multiples causes: le changement technologique, le déplacement des prix relatifs, et la mondialisation inéquitable.

L'OIT (2008) invite à promouvoir « des économies et sociétés ouvertes fondées sur la justice sociale, le plein emploi productif, les entreprises durables et la cohésion sociale ». Secteur à but non lucratif et fondé sur des principes démocratiques, l'économie sociale et solidaire se place dans cette même perspective de justice économique et sociale. Elle se définit selon sa tradition d'indivisibilité du patrimoine collectif. Cette perspective de cohésion sociale la conduit à une exigence de gouvernance ouverte et vertueuse.

7.1. Les crises révèlent l'impératif du développement de l'intérieur des sociétés

Les situations de crise que le monde a connues ont révélé l'intérêt pour l'économie réelle et les limites de l'économie spéculative. Non seulement les systèmes de mesure de l'activité économique doivent être adaptés pour mieux refléter les changements structurels qui caractérisent l'évolution des économies modernes (Stiglitz, Sen, et Fitoussi, 2009), mais en plus, les modes de régulation internationale s'avèrent peu favorables à l'ancrage national et local des économies modernes. Il est donc essentiel de prendre la pleine mesure de l'orientation de l'économie sociale

et solidaire pour un développement de l'intérieur des sociétés. C'est un paradigme qui met en avant ce que Joseph Ki-Zerbo (2003) a appelé la primauté du développement endogène : « on ne développe pas, on se développe ».

Stiglitz, Sen, et Fitoussi (2009) évoquent cette orientation en préconisant « la perspective des ménages (qui) suppose de prendre en compte les transferts entre secteurs tels que les impôts perçus par l'État, les prestations sociales qu'il verse, les intérêts sur les emprunts des ménages versés aux établissements financiers ». L'attention portée pour un développement ascendant et endogène est une des meilleures contributions de l'économie sociale et solidaire en faveur de la justice sociale et économique.

Il est évident que la mondialisation inéquitable renforce de nouvelles économies de territoires qui apparaissent à la fois, comme une rétroaction à produire pour les marchés locaux et régionaux, mais aussi comme un repli sur soi. Se soustraire du marché mondial n'est pas le but, mais bien le refus de s'accommoder à des règles non négociées sur des bases démocratiques. L'économie sociale et solidaire promeut de ce fait les produits du terroir dans des circuits courts et invite à une solidarité entre producteurs et consommateurs.

Plus généralement la consommation responsable devient le maître mot pour traduire une prise de conscience des consommateurs de leur fonction citoyenne d'influencer positivement les conditions décentes de production (quelle qu'en soit la distance géographique) et la qualité des emplois. L'économie sociale et solidaire confère une fonction politique aux produits qui cessent d'être anonymes, incitant le consommateur à davantage de citoyenneté et de renoncement à la consommation froide.

L'ancrage au développement local et régional constitue le premier palier à asseoir pour un développement maîtrisé. Pour cela, les économies locales doivent être protégées avant d'atteindre une phase de maturité qui leur donne les ressources de la compétition à une échelle plus grande. Il faut donc des politiques visant à promouvoir l'inclusion, l'équité et de l'égalité des chances à tout le monde. C'est à cette condition que se forme une stratégie de croissance qui englobe toutes les classes et les localités et les régions.

7.2. Plaidoyer pour une économie sociale et solidaire influente sur le marché mondial

Pour donner un visage humain à la mondialisation comme le mentionne l'OIT, il faudra reconnaître que la gouvernance internationale est assurée par des « pilotes sans boussole fiable » (Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.P., 2009) et œuvrer à un rééquilibrage des relations internationales. Il faudra du temps pour développer une nouvelle « architecture » des institutions et des règles régissant l'économie mondiale. Il est devenu nécessaire de favoriser une approche coordonnée, multi-réponse latérale des économies. Les pays en développement ne peuvent pas se développer sans le soutien de la pointe des économies. En particulier, ils doivent avoir accès aux systèmes ouverts de commerce mondial. Ils peuvent aussi avoir besoin d'une certaine latitude pour promouvoir leurs exportations, jusqu'à ce que leurs économies aient mûri et leur position concurrentielle améliorée (OPM, 2008).

La fonction de laboratoire de l'économie sociale et solidaire est à mettre à profit pour interroger le paradigme dominant les processus de développement. Quoique couvrant de nombreux secteurs

d'activités économiques à finalité sociale, l'économie sociale et solidaire est restée le plus souvent principalement au ras du sol et à l'échelle mezzo. Son champ est donc large mais ses entreprises évoluent généralement dans de petites échelles. Cet ancrage local et territorial, qui est en quelque sorte une marque déposée de l'économie sociale et solidaire, doit servir de fondement pour viser une influence à l'échelle macro-économique.

Les entreprises de promotion du commerce équitable, celles du tourisme social ou de la finance solidaire illustrent bien un potentiel de développement au plan international. Il faut œuvrer à réunir les conditions d'une offensive de l'économie sociale et solidaire au cœur du marché mondial pour l'influencer encore plus et valoriser que « affaires » et éthique peuvent cheminer ensemble si tant est que l'intérêt général ou la responsabilité collective se concilient avec l'entrepreneuriat privé.

7.3. Ce que nous apprennent les crises

Les crises anciennes et récentes ont montré qu'il faut réinventer le système de régulation à l'échelle mondiale qui n'est pas équitable. Le système multilatéral qui s'est affirmé au lendemain de la seconde guerre mondiale sous le sceau des institutions de Breton Woods s'est fortement affaibli à la suite de la crise financière internationale de 2008. Le bilan indique que si l'Europe a pu supporter d'une certaine manière ses effets dévastateurs, c'est en raison de son système de protection sociale. La Chine, considérée comme ayant tiré le plus de gains de cette dérégulation du capitalisme international doit cette position de faire de lance de l'économie mondiale à la créativité et l'entrepreneuriat de sa population. L'entrepreneuriat populaire est un formidable bassin de création d'emploi décent (Soros G., 2010). Il laisse entrevoir que le plein emploi se jouera dans cet effort de libérer l'énergie créatrice et entrepreneuriale. Mais, elle doit être stimulée et accompagnée non point par un capitalisme d'Etat, mais bien par des acteurs engagés dans une coproduction des politiques publiques et privées. Il faudra un volontarisme pour que le réseautage des entreprises d'économie sociale et solidaire se réalise à toutes les échelles : locale, nationale, continentale et internationale.

On ne pourrait pas faire l'économie du bilan de l'institutionnalisation des entreprises d'économie sociale et solidaire, encore moins tirer les leçons des expériences les plus fortes et qui confortent l'idée qu'un développement de l'intérieur des sociétés est comptable avec un rayonnement international de l'économie sociale et solidaire dont le paradigme compterait sur le marché mondial.

7.4. Des bonnes pratiques de l'économie sociale et solidaire isolées les unes des autres

Les expériences reconnues de l'économie sociale et solidaire pouvant servir de rampe de lancement de cette offensive internationale sont nombreuses : l'économie populaire en Afrique au Sud du Sahara concentre plus de 80 % des nouveaux emplois créés dans ces pays. L'artisanat local comme les initiatives de valorisation de l'art culinaire ou la petite industrie culturelle sont en pleine expansion selon l'esprit résister et produire ou résister, c'est créer face à la nouvelle hégémonie des produits de masse en provenance de l'Asie.

De même, l'Amérique latine a expérimenté l'entrepreneuriat à l'échelle mezzo au travers des PMI avec des initiatives de cogestion et un partenariat privé-public réussis dans de nombreux cas.

Villa El Salvador au Pérou avec son parc industriel (voir encadré) ou les cuisines collectives à Lima sont des exemples connus de réussite. Parmi les bonnes pratiques, le Canada s'illustre par le développement communautaire et son lien avec le développement local mais aussi par l'implication du mouvement syndical québécois dans la promotion d'outils de finance solidaire couvrant de nombreux groupes d'acteurs. Le mouvement Desjardins international, l'une des premières institutions financières du Québec a contribué à tirer le développement national.

En Europe, la Banca Etica, les coopératives du Mont Dragon, les assurances sociales, les fonds de pension, etc. sont autant de repères d'une économie sociale et solidaire institutionnalisée et qui se hisse en bonne place sur le marché mondial. En Asie, l'expérience du Pratham qui a réussi à réhabiliter l'école publique en démontrant que face à des problèmes complexes, le peuple indien adopte des solutions simples, à sa portée et tout aussi efficaces. On peut multiplier les exemples non sans mentionner la Grameen Bank au Bangladesh qui influence tout le système de micro-finance dans le monde.

Aux Etats-Unis, les quartiers abritant le quartier général des anciennes filières industrielles sont aujourd'hui revitalisés par des associations citoyennes. Les usines dans de nouvelles niches sont reprises par des associations de travailleurs qui cogèrent avec d'autres investisseurs y compris étatiques ou privés. Dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, des groupes se forment pour valoriser les logiciels libres, gérer des radios communautaires, des journaux en ligne, des web sites, etc. De nouveaux métiers émergent et l'entrepreneuriat devient plus inclusif. Les fondations et ONG ne sont pas en reste. Elles sont plusieurs à avoir décidé d'accompagner l'irréversible processus de changement pour un monde meilleur, équitable et fondé sur la justice économique et sociale. Elles doivent cependant se mettre en réseaux et financer ces cadres communs afin de constituer un pôle alternatif à l'image que ce que le Forum social mondial a impulsé.

Face à cette constellation d'initiatives économiques conduites par divers groupes sociaux, comment alors expliquer, qu'aujourd'hui, l'économie sociale et solidaire n'apparaît pas comme un grand pôle économique mondial, capable de dialoguer avec les autres types d'économie et donc de valoriser son paradigme fondé sur l'utilité sociale, le bien collectif indivisible, la confiance à l'effort collectif, la solidarité en économie, la cohésion, en bref, les finalités sociales de l'économie portée par des communautés et des groupes.

Encadré 12.

Des principes de confiance, transparence et réciprocité régissent les AMAP, sur la base de charte :

- Lien direct entre le producteur-trice et le consommateur-trice. Préfinancement de la récolte afin d'assurer un revenu stable, sur la base d'un prix rémunérateur et équitable pour les deux parties.
- Le paysan s'engage à fournir des fruits et légumes (ou autres produits) frais, de qualité (souvent issus de l'agriculture biologique), de saison ; les consommateurs tiennent compte des aléas naturels.
- Les consom'Acteurs participent à la gestion et l'animation de leur AMAP souvent constituée en association, participent ponctuellement aux travaux agricoles, au choix des semences, des productions...

En 2009, il y aurait en Ile-de-France 123 groupes AMAP, dont une vingtaine à Paris pour environ 60 maraîchers et 6000 consommateurs sur la base d'un panier hebdomadaire pour une moyenne de deux personnes. Différents projets d'installations de producteurs sont en cours. Une trentaine d'AMAP essaient de se constituer et des milliers de personnes sont sur listes d'attente. Le réseau Ile-de-France a initié un projet de "ferme couveuse" où des agriculteurs déjà en activité AMAP aident de nouveaux agriculteurs à se former et se préparer. En 2007 le volume financier généré pouvait être estimé selon le calcul suivant : 40 paniers x 50 AMAP x 15€/semaine x 48 semaines de partage de récolte, soit 1.526.400 €. Ce chiffre a certainement augmenté depuis. Le système de préfinancement et d'engagement sur un panier entre 10 et 20 euros permettrait aux producteurs un revenu d'environ 2000 euros par mois.

Source : réseau Ile-de-France.

7.5. Agir avec l'économie sociale et solidaire pour amplifier ses messages

L'économie sociale et solidaire doit donc être soutenue grâce à des dispositifs dédiés par les Etats et les organismes de développement. Trois directions sont à privilégier pour faciliter le rayonnement de l'économie sociale et du partage de son paradigme à une échelle internationale visant à en faire un grand pôle de référence d'une autre façon d'entreprendre : d'abord, l'observatoire des statistiques et des pratiques pour visibiliser l'économie sociale et solidaire dans l'évaluation des performances économiques, ensuite, des programmes de renforcement des capacités des entreprises de l'économie sociale et solidaire organisées autour des réseaux nationaux et continentaux, enfin, des fonds dédiés pour accompagner les innovations entrepreneuriales et en faciliter l'éclosion. Le Plan d'action pour la promotion des entreprises et organisations de l'économie sociale en Afrique (2009), initié par l'OIT, reste un grand pas dans cette direction.

8. CONCLUSION : LE PARADIGME HOLISTE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE POUR INSPIRER LE DÉVELOPPEMENT

Il est impératif d'avoir un leadership fort, démocratique et synergique capable de galvaniser les changements et de les fonder sur des valeurs pluralistes et populaires. Ce changement puisera ses ressorts dans l'ingéniosité et l'entrepreneuriat créatif et inscrit dans le dessein de créer inclusivement des richesses matérielles et immatérielles au sein de sociétés épanouissantes et bâties sur la dignité humaine. L'interdépendance multidimensionnelle entre les pays développés et ceux en développement révélée par l'évolution du monde et grossie par les crises du capitalisme moderne appelle des réponses fondées sur la solidarité.

Dans ce domaine, l'économie sociale et solidaire fait montre d'un important pouvoir d'agir des peuples grâce à sa façon d'entreprendre autrement par le truchement des collectifs et des dynamiques communautaires au sein desquelles le pont est établi entre l'entrepreneur intégré à ses groupes d'appartenance et porteurs de valeurs interculturelles positives, les innovations de progrès et la société ouverte. Cet élan participatif au cœur de l'activité économique à finalité sociale demeure une contribution aux cadres politiques internationaux impulsés pour changer le monde et rendre la mondialisation plus équitable.

Il reste à se demander si l'approche holiste qui structure l'économie sociale et solidaire, inspirera les mécanismes de régulation internationale qui claudiquent, tandis que les politiques publiques, dans de nombreux pays, débrident les besoins à mettre en cohérence, faute de vision intersectorielle et de méthodes véritablement intégrées et participatives?

BIBLIOGRAPHIE

- Ali, I. and Hwa Son, H., 2007, 'Measuring Inclusive Growth', Asian Development Review, vol. 24, no. 1, pp.11-31. <http://www.adb.org/documents/periodicals/adr/pdf/ADR-Vol24-1-Ali-Hwa-Son.pdf>
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A. and Honohan, P., 2009, 'Access to Financial Services: Measurement, Impact, and Policies' The World Bank Research Observer, vol. 24, no. 1, pp. 119-145 www.wbro.oxfordjournals.org/cgi/reprint/lkn008v1.pdf
- Birdsall, N., 2007, 'Reflections on the Macro Foundations of the Middle Class in the Developing World', Working Paper, no. 130, Centre for Global Development, Washington, D.C. <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/14696>
- Chakrabarty, K. C., 2009, 'Banking: Key Driver for Inclusive Growth', Address delivered by Dr. K. C. Chakrabarty, Deputy Governor, Reserve Bank of India at Clarity Through Debate' series organised by the Mint on August 10th, 2009 at Chennai, RBI Monthly Bulletin, September 2009, pp. 1479-1486. <http://rbidocs.rbi.org.in/rdocs/Bulletin/PDFs/4BDIGKCC0909.pdf>
- Chaves R., Monzon J.L., 2007, Rapport sur l'économie sociale dans l'Union Européenne en 2007, CIRIEC international.
- Commission on Growth and Development, 2008, 'Strategies For Sustained Growth And Inclusive Development', The International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank, Washington, D.C. http://www.growthcommission.org/index.php?Itemid=169&id=96&option=com_content&task=view
- Fall A.S., Favreau L., Larose G., 2004, Le Sud... et le Nord dans la mondialisation: Quelles alternatives? Le renouvellement des modèles de développement, Co-édition Presses Universitaires du Québec, Karthala, Montréal et Paris, 408 p.
- Fall A.S., 2007, Bricoler pour survivre. Les perceptions de la pauvreté dans l'agglomération urbaine de Dakar, Karthala, Paris, 282 p.
- Fonteneau B., Develtere P., 2009, Réponses de l'Afrique à la crise à travers l'économie sociale, Document de travail pour la Conférence Internationale sur l'Economie Sociale, BIT, Johannesburg, Octobre 2009, 35 p.
- Favreau L., Fall A.S., 2007, L'Afrique qui se refait. Initiatives socio-économiques des communautés et développement en Afrique noire, Presses Universitaires du Québec, 393 p.

- Fumey G., 2008, Géopolitique de l'alimentation, Paris, Seuil, Coll. Sciences humaines, 127 p.
- Governance and Social development resource Centre (GSDRC), 2010, Helpdesk research report, Literature review on inclusive growth.
- Griffon M., 2006, Nourrir la planète, Paris, Odile Jacob, 456 p.
- Ianchovichina, E. and Lundstrom, S., 2009, 'Inclusive Growth Analytics: Framework and Application', Economic Policy and Debt Department, The World Bank, Washington, D.C.
<http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/IW3P/IB/2009/03/03/00015834920090303083943/Rendered/PDF/WPS4851.pdf>
- Jeantet T., 2008, l'Economie sociale, une alternative au capitalisme, Editions Economica.
- Ki-Zerbo J., 2003, A quand l'Afrique ? Entretien avec René Holenstein, Edité par Christine Tully-Sitchet.
- Lebret M. C., Alpha A. (éds), 2007, Agriculture et OMC en Afrique : comprendre pour agir. Guide pratique, Les éditions du Gret, 208 p.
- Mattsson E., Olsson J., 2009, Det mänskliga företaget – om social ekonomi pa 2000-talet, Stockholm.
- McKay, A., 2008, 'Economic Growth, Inequality and Poverty Reduction: Does Pro-Poor Growth Matter?', IDS in Focus, no. 3.
<http://www.ids.ac.uk/download.cfm?objectid=F987995C-5056-8171-7B5A66F9299CF48E>
- Mendoza, R. U. and Thelen, N., 2008, 'Innovations to Make Markets More Inclusive for the Poor', Development Policy Review, vol. 26, no. 4, pp. 427-458.
<http://www3.interscience.wiley.com/journal/119880732/abstract>
- OIT, 2009, Réponses de l'Afrique à la crise à travers l'économie sociale. Document de travail pour la Conférence Internationale sur l'Economie Sociale, Octobre 2009, pagination multiple.
- OIT, 2009, Plan d'action pour la promotion des entreprises et organisations de l'économie sociale en Afrique. Conférence Régionale du BIT « la Réponse de l'Afrique à la crise à travers l'«économie sociale», Johannesburg, 19-21 octobre 2009, 7 p.
- OIT, 2009, Pacte mondial pour l'emploi.
- OIT, 2008, Déclaration de justice sociale, pour une mondialisation équitable.
- OIT, 2006, Agenda pour le travail décent.

- OIT, 2004, Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation.
- ONU, Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, Horizon 2015.
- Oxford Policy Management, 2008, The Growth Report.
- Parmentier B., 2009, Nourrir l'humanité. Les grands problèmes de l'agriculture au XXI^e siècle. Paris, Ed. La Découverte 2009, 293 p.
- Rauniar, G. and Kanbur, R., 2009, 'Inclusive Growth and Inclusive Development: A Review and Synthesis of Asian Development Bank Literature', Asian Development Bank (ADB), Manila, Philippines. <http://www.adb.org/Documents/OED/Occasional-Papers/OP8-inclusive-growth-development.asp>
- Ryder G., 2010, Confédération syndicale internationale (CSI), Interview dans Le Monde du 21 juin 2010.
- Tremblay C., 2010, Public policy trends and instrument supporting the social economy : international expériences, Cahiers sur les politiques publiques n°02, Février 2010, Centre Canadien de recherche partenariale en économie sociale, University Victoria, 59 p.
- Somavia J., 2006, Le Travail décent pour tous, OIT, [http :www.ilo.org/](http://www.ilo.org/)
- Soros G., 2010, Quelques leçons tirées de la crise, Editions Denoël, 126 p.
- Stiglitz J., Sen A., Fitoussi J.P., 2009, Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. www.stiglitz-sen-fitoussi.fr
- Vandana Shiva, 2001, *Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde*. Traduit de l'anglais par Marcel Blanc. Paris, Fayard, 197 p.